












CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations de maintenance préventive et corrective des
extincteurs portatifs pour les bâtiments de l'Université
Savoie Mont-Blanc**

Université Savoie Mont Blanc
27 Rue Marcoz
BP 1104
73011 CHAMBERY CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestation de maintenance préventive et corrective des extincteurs portatifs pour les bâtiments de l'Université Savoie Mont-Blanc
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	3
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires	6
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4.1 - Durée du contrat.....	6
4.2 - Reconduction	7
5 - Prix	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
5.2 - Modalités de variation des prix	7
5.3 - Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision	8
5.4 - Clause de sauvegarde	8
6 - Garanties Financières	8
7 - Avance.....	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
7.2 - Garanties financières de l'avance	9
8 - Modalités de règlement des comptes	9
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
8.3 - Délai global de paiement	10
8.4 - Paiement des cotraitants.....	10
8.5 - Paiement des sous-traitants	10
9 - Conditions d'exécution des prestations	10
10 - Développement durable	11
11 - Constatation de l'exécution des prestations	11
12 - Garantie des prestations.....	11
13 - Pénalités.....	11
13.1 - Généralités.....	11
13.2. Plafonnement	12
13.3. Retenue des pénalités.....	12
13.4. Contestations	12
13.5 – Montant des pénalités	12
14 - Assurances	14
15 - Résiliation du contrat.....	14
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	14
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
16- Règlement des litiges et langues	15

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

- La maintenance préventive et systématique des extincteurs portatifs pour les bâtiments de l'Université Savoie Mont-Blanc (USMB).
- La maintenance corrective et curative des extincteurs portatifs pour les bâtiments de l'Université Savoie Mont-Blanc (USMB).

Les marchés seront des marchés de services comportant la fourniture et l'installation d'extincteurs neufs.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées pour chaque site dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses deux annexes.

L'inventaire des équipements est défini dans le CCTP.

On entend par maintenance l'ensemble des activités destinées à maintenir (maintenance préventive) ou à rétablir (maintenance corrective) un équipement dans des conditions données de sûreté de fonctionnement pour accomplir une fonction requise.

La prise en charge des prestations définies au présent marché est assortie d'une obligation de résultats.

Lieu(x) d'exécution :

- Bâtiment de la Présidence situé à 27 rue Marcoz 73000 Chambéry
- Bâtiment occupé par l'Agence Comptable situé à 378 Rue de la République 73000 Chambéry
- Campus universitaire de Jacob-Bellecombette situé Rue Jean-Baptiste Richard 73000 Jacob-Bellecombette
- Campus universitaire du Bourget du Lac situé Rue du Lac Majeur 73370 Le Bourget-du-Lac
- Campus universitaire d'Annecy le Vieux situé Chemin de Bellevue 74940 Annecy-le-Vieux

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, l'USMB se réserve le droit, d'adjointre ou de retirer du marché, les sites dont elle a la charge.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
Lot 1	Maintenance préventive et corrective des extincteurs portatifs sur le site de Chambéry : <ul style="list-style-type: none">- Site de Chambéry : Bâtiment de la Présidence- Les locaux occupés par l'Agence Comptable- Campus de Jacob-Bellecombette
Lot 2	Maintenance préventive et corrective des extincteurs portatifs sur le campus du Bourget du Lac
Lot 3	Maintenance préventive et corrective des extincteurs portatifs sur le campus d'Annecy-le-Vieux

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum concerne la partie à bon de commande sur la base du bordereau de prix unitaires. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le présent accord-cadre ne fait l'objet d'aucun minimum mais d'un maximum de 55 00€HT sur la durée totale du marché.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur sur la base du BPU.

Les bons de commandes pourront être exécutés jusqu'à 2 mois après que le marché soit terminé s'ils ont été adressés au titulaire avant la fin du contrat.

Chaque bon de commande devra comporter en annexe le devis récapitulant la commande et mentionnant les références des produits.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le numéro et l'intitulé du présent marché ainsi que le N° du lot concerné
- la référence des produits commandés
- le nom et les coordonnées du titulaire
- la nature et la quantité des fournitures commandées
- le ou les prix unitaire(s) de chacun des produits
- les délais d'exécution des prestations,
- les délais de livraison
- l'adresse du service destinataire
- l'adresse exacte de facturation
- le lieu de livraison
- le montant total du bon de commande.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Le titulaire s'engage à respecter strictement la qualité et la quantité des fournitures commandées. Dans le cas où il serait dans l'impossibilité de livrer une fourniture commandée, il s'engage dès la réception du bon de commande à prendre contact avec le service émetteur afin de lui proposer un produit de qualité équivalente au même prix.

Le bon de commande devient définitif si le Titulaire n'a pas fait part d'observations par écrit à l'émetteur dans les 5 jours qui suivent sa réception.

Si le Titulaire propose des modifications, le bon de commande ne devient définitif que si l'Université exprime son accord par écrit dans un délai de 8 jours après réception de la contre-proposition. En l'absence d'un tel accord dans le délai imparti, ou si un refus est formulé, le bon de commande est réputé annulé ipso facto.

L'Université Savoie Mont Blanc commandera en priorité sur les Bordereaux de Prix Unitaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- Le Cadre de Réponse Technique
- Le Bordereau des Prix Unitaires
- Le calendrier des interventions défini conjointement chaque année et arrêté par le pouvoir adjudicateur
- Les bons de commande au fur et à mesure de leurs notifications.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le Titulaire (exemples : conditions générales de vente du Titulaire, tarifs, documentation), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent marché, est réputée non écrite et de facto inopposable à l'USMB.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01/01/2026 jusqu'au 31/12/2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 4. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 5 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Le titulaire s'engage sur les prix en euros hors taxes, inscrits dans la DPGF et le BPU.

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prestations, objet du présent marché public, sont traitées à prix mixtes :

- Prix global et forfaitaire pour les prestations récurrentes sur la base du montant indiqué dans la DPGF pour la maintenance préventive.
- Prix unitaires pour les quantités réellement exécutées sur la base du Bordereau des Prix Unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales, ainsi que toute sujétion liée à l'exécution de la prestation (déplacement, assurance, etc.) et s'entendent pour une réalisation conforme aux prescriptions de la consultation, de sorte qu'aucune plus-value ne puisse s'y ajouter. En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions du DCE pour justifier une demande de supplément de prix.

Ces prix excluent les interventions du titulaire qui seraient consécutives à un acte de malveillance, à un sinistre, à une dégradation volontaire ou involontaire, à une utilisation anormale de matériel ou encore à une catastrophe naturelle. Dans ce dernier cas, il sera établi un devis avant tous travaux.

Les anomalies, survenant en cours d'exécution du marché et n'entrant pas dans le cadre d'événements considérés comme cas de force majeure, seront réputées être comprises dans l'économie du marché. Les aléas, qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (initiales ou négociées le cas échéant) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date de notification du marché + 12 mois, par application aux prix du marché, d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
Lot 1	$C_n = 12.5\% + 87.5\% (010766458 (n-3) 010766458 (o))$	DPGF et BPU.
Lot 2	$C_n = 12.5\% + 87.5\% (010766458 (n-3 / 010766458 (o))$	DPGF et BPU.
Lot 3	$C_n = 12.5\% + 87.5\% (010766458 (n-3 / 010766458 (o))$	DPGF et BPU.

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index définitif n-3. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence I, publié(s) à l'INSEE est :

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.20 – Services de systèmes de sécurité (source INSEE ; identifiant 010766458)

Les nouveaux prix obtenus, suite à l'application de la formule paramétrique, seront fermes pour 12 mois.

5.3 - Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE afin d'assurer la concordance des indices sera utilisée (indice de raccordement), sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision sera remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de manière commune entre l'USMB et le titulaire. Ce remplacement d'indice est acté par voie d'avenant.

5.4 - Clause de sauvegarde

Toutefois, au cas où l'application de ces dispositions conduirait à une augmentation annuelle de prix supérieure à 3%, l'USMB se réserve la possibilité de résilier unilatéralement le marché moyennant un préavis d'un (1) mois.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Les prestations de maintenance sur B.P.U. ne peuvent faire l'objet d'aucune avance.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures sont effectués exclusivement par mail auprès du maître d'ouvrage à : **administration.dirpat@univ-smb.fr** . **Pas d'exemplaires papier.**

Les factures transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° L'indication de la prestation exécutée et des dates d'intervention ;
- 8° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 9° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

10° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

11° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

12° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

13° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19730858800015

- Numéro d'engagement juridique : Le numéro d'engagement juridique figure sur le bon de commande. Il commence par 4500

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours desquelles intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

La mission donnée au titulaire est à réaliser dans le cadre d'un devoir de résultat. Il lui appartient donc de réaliser toutes les prestations nécessaires à un parfait rendu.

Pour toute question relative à la facturation ou aux bons de commande : Se reporter à l'article 4 du CCTP

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le Titulaire s'engage dans le cadre de l'exécution des prestations à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au respect de la réglementation relative à la pollution et à la protection de l'environnement, à savoir notamment :

- Recyclage des pièces usagées selon les normes en vigueur.
- Priorité donnée aux pièces et matériaux à faible impact écologique

11 - Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification et d'admission des prestations seront réalisées conformément aux dispositions des articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

Les opérations de vérification ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci. L'USMB a la faculté de ne pas aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications dans le cadre de la maintenance préventive.

Un agent du Service d'Exploitation du Patrimoine des Campus viendra s'assurer de la qualité des prestations effectuées.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

12 - Garantie des prestations

Le matériel fourni par le titulaire au cours de l'exécution du marché est garanti pendant la durée de garantie légale, soit pendant une durée d'un an, ou pendant la durée de la garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure à la durée de garantie légale.

Les carnets de maintenance mentionnent la date de prise d'effet de la garantie. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur au délai de garantie, la seconde réparation ne peut donner lieu à une facturation.

13 - Pénalités

13.1 - Généralités

Les pénalités sont encourues sans mise en demeure préalable et sur simple constatation. Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

Elles sont notifiées par mail. Une fiche de pénalité est envoyée par le maître d'ouvrage pour expliquer le montant de la pénalité.

Toutes les pénalités sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités sont appliquées indépendamment de la suppression du règlement des prestations non effectuées.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure. Les intempéries et les difficultés de circulations ne sont pas considérées comme des cas de force majeure et ne suppriment pas les pénalités.

Pour tout manquement grave aux obligations prévues dans le CCTP (tel que la non réalisation d'une prestation pouvant entraîner des risques de sécurité), un coefficient 5 sera appliqué à la pénalité.

Si ce manquement a engendré des désordres techniques, les coûts de remise en état de l'installation (fourniture et main d'œuvre) sont à la charge du titulaire.

13.2. Plafonnement

Par an, les pénalités sont limitées à un maximum de 15% du prix annuel global et forfaitaire hors taxes. Au-delà le marché est résilié pour faute du titulaire.

Le paiement des pénalités ne fait pas obstacle à une demande d'indemnisation du maître d'ouvrage du préjudice réel et justifié qu'il subirait du fait du manquement du titulaire.

Le montant des pénalités sera déduit de tout paiement de dommages et intérêts qui seraient mis à la charge du titulaire.

13.3. Retenue des pénalités

Les pénalités définies ci-dessous sont exprimées en euros (la TVA n'est pas applicable aux pénalités).

Le titulaire s'oblige à déduire du montant de la facture suivant la notification des pénalités le montant des pénalités qui lui est signifié.

13.4. Contestations

Si l'application des pénalités soulève des contestations de la part du titulaire, il appartient à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

13.5 – Montant des pénalités

13.5.1 - Pénalités d'indisponibilité de remplacement d'appareils

Dans le cas où le titulaire ne préviendrait pas l'université d'un taux d'indisponibilité de remplacement d'appareils, selon les termes de l'article 3.1.8 du CCTP, celui-ci encourt une pénalité journalière de 100.00 €.

13.5.2 - Pénalités pour répétition de défaillance sur un équipement

A partir de la deuxième défaillance constatée sur un même équipement dans les deux (2) mois qui suivent une intervention de maintenance préventive ou corrective, si une explication au préalable n'a pas été fournie au maître d'ouvrage justifiant cela, une pénalité de 100.00 € est appliquée pour chaque nouvelle défaillance qui suivra.

13.5.3 - Pénalités pour retard dans la fourniture de documents

Le titulaire s'expose à une pénalité égale à 100.00 € par document et par jour calendaire de retard, en cas de retard dans la fourniture des documents listés dans l'article 8 du CCTP.

13.5.4 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant HT du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.5.5 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Défaut d'entretien d'un ou plusieurs extincteurs		100,00 €	Par extincteur
Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations	Journalière	100,00 €	
Non-respect des obligations de conseil	Manquement constaté	100,00 €	
Non maintien des performances ou qualités d'origine des équipements selon les prescriptions du CCTP	Journalier	100,00 €	Par manquement constaté et par jour avant retour à une situation conforme
Non-respect des consignes de sécurité de l'établissement	Journalière	150,00 €	Par manquement constaté
Non présence à réunion		150 ,00 €	Par absence constatée

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16- Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.